

bération nationale » et de le placer sur le plan du mot d'ordre de la libération sociale. Les réparations — ce qui en reste maintenant — sont aussi importantes pour Thaelmann que la propriété privée des moyens de production. On dirait cette politique imaginée exprès pour détourner l'attention des travailleurs des problèmes fondamentaux, pour affaiblir la lutte contre le capitalisme et pour forcer à chercher l'ennemi principal et la cause de la misère de l'autre côté de la frontière. Cependant, aujourd'hui plus que jamais, « l'ennemi prin-

cipal est dans le pays même ». Von Schleicher a exprimé cette pensée plus crûment : avant tout, déclara-t-il le 26 juillet à la radio, on doit « en finir avec la canaille intérieure ». Cette formule de soldat est très bonne. Nous la reprenons volontiers. Tous les communistes doivent se l'approprier solidement. Tandis que les nazis détournent l'attention sur Versailles, les travailleurs révolutionnaires doivent leur répondre par les mots de Schleicher : non, avant tout, il faut en finir avec la canaille intérieure !

V. — La vérification de la politique de Staline-Thaelmann d'après leur propre expérience

La tactique trouve sa vérification aux moments les plus critiques et les plus pleins de responsabilités. La force du bolchevisme résida en ce que ses solutions et ses méthodes trouvèrent leur plus haute confirmation dès que la marche des événements exigeait des décisions hardies. Que valent des principes auxquels on doit renoncer quand la situation prend un aspect sérieux ?

La politique réaliste s'appuie sur le développement naturel de la lutte de classes. La politique sectaire cherche à prescrire des lois artificielles à la lutte de classes. La situation révolutionnaire signifie le degré le plus aigu de la lutte de classes. C'est précisément pourquoi la politique réaliste du marxisme exerce, dans les situations révolutionnaires, une force d'attraction puissante sur les masses. Au contraire, la politique sectaire est d'autant plus faible que la poussée des événements est plus puissante. Les blanquistes et les proudhoniens, surpris par le mouvement de la Commune de Paris, ont fait le contraire de ce qu'ils avaient toujours prêché. Les anarchistes furent obligés, pendant la Révolution russe, de reconnaître les Soviets, c'est-à-dire les organes du pouvoir. Et ainsi de suite, sans fin.

L'I. C. s'appuie sur des masses qui ont été conquises autrefois par le marxisme et soudées par l'autorité de la Révolution d'Octobre. Mais la politique de la fraction stalinienne actuellement dirigeante cherche à commander la lutte de classes au lieu de lui donner une expression politique. C'est le trait essentiel du *bureaucratisme* qui, en cela, se rencontre avec le *sectarisme* dont il se distingue nettement par d'autres traits. Grâce à un appareil fort, aux moyens matériels de l'Etat soviétique et à l'autorité de la Révolution d'Octobre, la bureaucratie stalinienne réussit, dans des périodes relativement calmes, à imposer à l'avant-garde prolétarienne des règles d'action artificielles. Mais à mesure que la lutte de classes se concentre dans la guerre civile, les ordres bureaucratiques entrent toujours plus forte-

ment en conflit avec l'âpre réalité. Devant des tournants aigus de la situation, la bureaucratie orgueilleuse et vaniteuse est facilement déconcertée. Si elle ne peut pas commander, elle capitule. La politique du Comité central de Thaelmann des derniers mois sera étudiée un jour comme modèle de confusion la plus lamentable et la plus honteuse.

Depuis la « troisième période », il fut considéré comme sacré qu'il ne peut être question d'accords avec la social-démocratie. Il est non seulement inadmissible de prendre sur soi l'initiative du front unique, comme l'avaient enseigné les III^e et IV^e Congrès mondiaux, mais on doit aussi repousser toute proposition d'actions communes provenant de la social-démocratie. Les dirigeants réformistes sont « suffisamment démasqués ». L'expérience passée est suffisante. Au lieu de faire de la politique, on doit raconter l'histoire aux masses. Se tourner vers les réformistes avec des propositions signifiait admettre qu'ils étaient capables de lutter. Rien que cela était du fascisme, etc. Ainsi nous assourdissait, dans les trois à quatre dernières années, la mélodie des orgues de barbarie ultragauchistes. Et voilà ! Au Landtag prussien, la fraction communiste proposa, inopinément pour tous et pour elle-même, un accord avec la social-démocratie et même avec le parti du Centre. La même chose se répéta en Hesse. Devant le danger que la présidence du Landtag puisse tomber dans les mains des nazis, tous les principes sacrés volèrent au diable. Cela n'est-il pas étonnant ? Et cela n'est-il pas humiliant ?

Expliquer cependant ces *salti mortali* n'est pas difficile. Comme on sait, beaucoup de libéraux et de radicaux superficiels plaisaient toute leur vie durant contre la religion et même les puissances célestes, pour, en face de la mort ou d'une maladie grave, appeler le prêtre. De même en politique. La moelle du centrisme, c'est l'opportunisme. Sous l'influence de circonstances extérieures (tradition, pression des masses, concurrence

politique), le centrisme est contraint à certaines périodes, de faire parade de gauchisme. Pour cela, il doit se surmonter lui-même et violer sa nature politique. En s'excitant de toutes ses forces, il arrive très souvent aux limites extrêmes du radicalisme formel. Mais à peine sonne l'heure du danger, sa vraie nature perce. Dans une question aussi sensible que la défense de l'Union soviétique, les stalinistes sacrifient immédiatement non seulement leurs phrases ultragauchistes, mais aussi les intérêts vitaux de la révolution internationale — au nom de l'amitié avec des « amis » incertains et faux, de l'espèce des avocats, des écrivains ou de simples fainéants de salons. Front unique par en haut ? Jamais ! Mais, en même temps, le haut-commissaire aux affaires équivoques nommé Münzenberg, tire aux chausses de toutes sortes de bavards libéraux et de scribouillards radicaux « pour la défense de l'U.R.S.S. ».

La bureaucratie staliniste, en Allemagne comme dans tous les autres pays, excepté en U. R. S. S., est extrêmement mécontente de la direction compromettante de Barbusse dans les affaires du Congrès contre la guerre. Dans ce domaine, Thaelmann, Foster et autres préféreraient être radical. Mais, dans les propres affaires nationales, chacun d'eux se comporte sur le même modèle que les autorités de Moscou : à l'approche d'un danger sérieux, ils rejettent d'eux le gauchisme vaniteux, contrefait et découvrent leur vraie nature opportuniste.

L'initiative de la fraction communiste du Landtag était-elle en soi fautive et inadmissible ? Nous ne le croyons pas. A maintes reprises, les Bolcheviks ont proposé en 1917 aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires : « Prenez le pouvoir, nous vous soutiendrons contre la bourgeoisie si elle fait de la résistance. » Des compromis sont admissibles ; dans certaines conditions, ils sont un devoir. Toute la question consiste de savoir à quel but doit servir le compromis, comment il se présente aux masses ; Quelles sont ces limites. Limiter le compromis aux murs du Landtag ou du Reichstag, considérer comme un but indépendant de savoir si un social-démocrate ou un démocrate catholique doit être président à la place d'un fasciste signifie tomber complètement dans le crétinisme parlementaire. Tout autre est la situation si le Parti se pose comme tâche la lutte systématique et méthodique pour les ouvriers social-démocrates sur la base de la politique du front unique. L'accord parlementaire contre la prise de la présidence par les fascistes devrait, dans ce cas, constituer seulement un élément d'un accord de lutte extraparlémentaire contre le fascisme. Bien entendu, le P. C. préférerait résoudre toute la question d'un seul coup, en dehors du Parlement. Mais préférer seulement ne suffit pas si les forces manquent. Les ouvriers social-démocrates ont montré leur croyance à la force magique du vote du 31 juillet. On doit partir de ce fait. Les fautes antérieures du P. C. (plébiscite prus-

sien, etc.), ont extraordinairement facilité aux dirigeants réformistes le sabotage du front unique. Un accord parlementaire technique — ou même la proposition d'un tel accord — doit aider le P. C. à se libérer de l'accusation qu'il collabore avec les fascistes contre la social-démocratie. Ce n'est pas un acte indépendant, mais uniquement le nettoyage du chemin pour un accord de lutte ou, au moins, pour la lutte en faveur d'un accord de combat des organisations de masses.

La différence des deux lignes est tout à fait manifeste. La lutte commune avec les organisations social-démocrates peut et doit prendre un caractère révolutionnaire dans son développement. On peut et on doit payer la possibilité d'approcher les masses social-démocrates, dans certaines conditions même avec accords parlementaires de sommet. Mais pour un bolchevik, ceci est seulement un *droit d'entrée*. La bureaucratie staliniste agit inversement : non seulement elle repousse des accords de lutte ; pis encore, elle détruit d'une façon hostile les accords qui naissent d'en bas. En même temps, elle propose aux députés social-démocrates une combinaison parlementaire ! Cela signifie qu'à la minute du danger elle déclare sa propre théorie et pratique ultragauchistes inaptes, elle ne les remplace pas par la politique du marxisme révolutionnaire, mais par une combinaison parlementaire sans principe dans l'esprit du « moindre mal ».

On nous dira volontiers que les épisodes prussien et hessois furent les fautes de députés et qu'ils furent réparés par le Comité Central. Premièrement, une décision de principe aussi importante ne pouvait pas être prise sans le Comité Central : la faute retombe aussi complètement sur celui-ci ; deuxièmement : comment expliquer que la politique « rigide », « conséquente », « bolchevique », fait place après des mois de cris, de bruit, de polémiques, d'injures et d'exclusions, et dès que survint un moment critique, à la « faute » opportuniste ?

Mais la chose ne se limite pas au Landtag. Thaelmann-Remmelé se sont tout bonnement dégagés d'eux-mêmes et de leur propre école dans une question plus importante et plus critique. Le soir du 20 juillet, le Comité Central du P. C. prit la résolution suivante :

« Le P. C. pose publiquement devant le prolétariat au parti social-démocrate, à l'A. D. G. B. (C. G. T. allemande) et à l'Afa Bund, la question de savoir s'ils sont prêts à réaliser en commun avec le P. C. la grève générale pour les revendications prolétariennes. »

Cette décision, si importante et si inattendue, a été publiée par le P. C. dans sa circulaire du 26 juillet, sans aucun commentaire. Mais peut-on formuler un jugement plus destructeur de toute sa politique ? S'adresser aux sommets réformistes avec la proposition d'actions communes était, seulement un jour avant, déclaré social-fasciste et contre-révolutionnaire. Pour cette